



PRÉFET D'ILLE-ET-VILAINE

Préfecture d'Ille-et-Vilaine  
Direction de la Coordination Interministérielle  
et de l'Appui Territorial  
Bureau de l'Environnement et de l'Utilité Publique

**Arrêté préfectoral du 09 JAN. 2020**  
**portant décision après examen au cas par cas**  
**en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement**

**La Préfète de la région Bretagne**  
**Préfète d'Ille-et-Vilaine**

VU la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, modifiée par la directive 2014/52/UE du 16 avril 2014, notamment son annexe III ;

VU le code de l'environnement, notamment le IV de son article L.122-1, et ses articles R.122-2 et R.122-3 ;

VU l'arrêté ministériel du 12 janvier 2017, fixant le modèle de formulaire de la demande d'examen au cas par cas en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement ;

VU le formulaire de demande d'examen au cas par cas relatif au projet de réalisation d'un forage pour la recherche d'eaux souterraines sur le territoire de la commune de Vitré, déposé par la Société Vitréenne d'Abattage Jean Rozé, reçu par la préfecture le 5 décembre et considéré comme complet le 06 décembre 2019 ;

VU la proposition de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations relatif au projet de décision suite à l'examen du cas par cas ;

**Considérant** que le préfet de département est l'autorité de police mentionnée aux articles L.122-1 et L. 171-8 du code de l'environnement et qu'il lui appartient de déterminer si la création de forage envisagée doit être soumise à évaluation environnementale ;

**Considérant** l'arrêté préfectoral n° 36264 du 15 décembre 2006, autorisant la Société Vitréenne d'Abattage Jean Rozé, à exploiter, rue Victor Baltard à Vitré, une unité d'abattage et de transformation de viandes ;

**Considérant** l'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral n°36264 du 15 décembre 2006 qui précise l'origine des approvisionnements en eau et fixe le débit d'exploitation maximal en eau autorisé par les ouvrages existants sur le site de la Société Vitréenne d'Abattage Jean Rozé ;

**Considérant la nature du projet :**

- création d'un nouveau forage pour la recherche d'eaux souterraines, d'une profondeur supérieure à 50 m, en substitution d'un forage existant colmaté ;

**Considérant** que ce projet relève de la catégorie n°27-a « Forages pour l'approvisionnement en eau d'une profondeur supérieure ou égale à 50 m », du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'Environnement ;

**Considérant** que la localisation du projet ne se trouve pas dans une zone connue de présence d'autres ressources naturelles (hydrocarbures, eaux minérales isolées) ;

**Considérant** que la localisation du projet ne se trouve pas dans une zone de biseau d'eau saumâtre susceptible de polluer la nappe phréatique ;

**Considérant** la localisation de ce projet, sur l'emprise et au nord-ouest du site industriel de la Société Vitreenne d'Abattage Jean Rozé, sise Rue Victor Baltard, 35502 VITRE et à proximité du forage colmaté existant, régulièrement autorisé ;

**Considérant que :**

- le projet n'engendrera pas d'augmentation du débit d'exploitation maximal déjà autorisé, soit 10m<sup>3</sup> d'eau /heure ;
- la réalisation de prélèvements par des essais de pompage permettront d'évaluer l'incidence de ce projet sur la ressource en eau souterraine.

**Considérant** qu'une étude d'incidence sera déposée à l'appui de la demande d'arrêté préfectoral modificatif pour le remplacement du forage colmaté.

## **ARRÊTE**

### **Article 1er**

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, et sur la base des informations fournis par le maître d'ouvrage, le projet de création d'un forage sur le site industriel de la SOCIETE VITREENNE D'ABATTAGE JEAN ROZE situé sur la commune de VITRE, est dispensé de la production d'une étude d'impact.

### **Article 2**

La présente décision, délivrée en application du IV de l'article L. 122-1 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

### **Article 3**

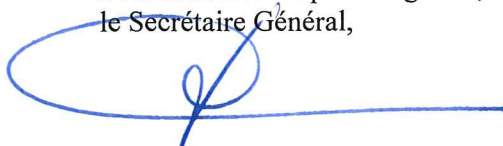
Le présent arrêté sera transmis au pétitionnaire et publié sur le site Internet de la préfecture d'Ille-et-Vilaine : [www.ille-et-vilaine.gouv.fr](http://www.ille-et-vilaine.gouv.fr).

### **Article 4**

Le Secrétaire général de la Préfecture d'Ille-et-Vilaine, le sous-préfet de Fougères-Vitré et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à la SVA VITRE ainsi qu'au maire de VITRE.

Rennes, le 09 JAN. 2020

Pour la Préfète et par délégation,  
le Secrétaire Général,



Ludovic GUILLAUME

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Lorsqu'elle conclut à la nécessité d'une évaluation environnementale, la présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire, conformément aux dispositions du VI de l'article R. 122-3 du code de l'environnement. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours administratif préalable.

**Recours gracieux ou administratif (hors hiérarchique) :**

Madame la préfète d'Ille-et-Vilaine  
Préfecture d'Ille-et-Vilaine  
3 avenue de la préfecture  
35 026 RENNES cedex 9

**Recours hiérarchique :**

Mme la ministre de la transition écologique et solidaire

**Recours contentieux :**

Monsieur le président du tribunal administratif de Rennes  
Hôtel de Bizien  
3, Contour de la Motte  
CS 44416  
35044 Rennes cedex